Numérisation CERMTRI

EXTRAIT D'UNE LETTRE D'ALGERIE

Personne n'ignore la méthode employée par les parachutistes pour recueillir rapidement des renseignements. Ils rassemblent les prisonniers, les alignent, puis interrogent :

— Tu parles ?

— Non.

Ce dernier est abattu devant ses compatriotes. Ils passent au suivant :

— Tu parles ?

— Je ne comprends pas...

Un autre mort... et ainsi de suite.

On comprend pourquoi la presse colonialiste chante avec fierté les « paras » et leurs chefs Massu et Bigeard.

N° 451 — 22 Mars 1957 « PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS » HEBDOMADAIRE - 20 Frs

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

REDACTION ADMINISTRATION
5, rue de Charonne, Paris (XIe) — Tél. : ROQ. 69-52

Etranger : 1 an : 1.200 fr.
C.C.P. Sté de Presse. Edition et Librairie 6035-01 Paris
ABONNEMENTS : 1 an : 800 fr. ; 6 mois : 400 fr. ; 3 mois: 225 fr.

HALTE AU MARTYRE DU PEUPLE ALGERIEN !

DES les premiers mois du régime mitterien, ceux qui voulaient se donner la peine de connaître la vérité pouvaient la connaître. Les témoignages de rescapés, de rescapés, s'accumulaient. Les documents les plus minutieusement, concernant les crimes nazis, les tortures infligées par les S.S. et les S.A. à leurs victimes, le massacre des antifascistes par dizaines de milliers, les camps de concentration, étaient disponibles.

Mais les maîtres des moyens d'information de masse, de la presse, de la radio, tirent le silence ; ils parvinrent à cacher la réalité à la majorité de l'opinion publique, ou du moins à en réduire l'importance à ses yeux.

Ce fut seulement quand le régime nazi, non content d'avoir assassiné un millions d'antifascistes allemands, eu martyrisé les peuples de l'Europe tout entière ; lorsque, en 1944-45, les rescapés sortirent des camps de la mort, des chambres de torture de la Gestapo ; lorsque les troupes d'occupation alliées eurent dénombré les crématoires, les chambres à gaz, qu'il ne fut plus possible, non seulement d'ignorer la vérité, mais même de feindre l'ignorer.

Il en est ainsi de la situation faite au peuple algérien. Dès avant le 1er novembre 1954, et depuis, un certain nombre de journaux, parmi lesquels « LA VERITE » s'honore de s'être placée au tout premier rang, accumulèrent les faits, les témoignages les plus incontestables, concernant les tortures policières, les camps de concentration, les exécutions sommaires, les massacres de civils... Leurs dénonciations tombèrent d'abord dans l'indifférence, dans l'incroyance générale. Mais les témoignages se sont accumulés. Après le rideau de fumée [illegible], qu'elle que soit leur opinion politique, ou leur absence d'opinion, sont autant de témoins de la « sale guerre » si bien nommée, après la publication, par « Témoignage Chrétien », du dossier dean Mimier, par « L'Express », des souvenirs de Jean-Jacques Servan-Schreiber ; par Jean-Henri Simon, de son livre « Contre la torture », et de tant d'autres recits, lettres, documents incontestables et incontestés, il n'est plus possible d'ignorer la réalité. En ce mois de mars 1957, il n'est même plus possible de feindre l'ignorance du martyre que subit, jour après jour, l'héroïque peuple algérien.

**

Les documents les plus éloquents, ce sont peut-être ces nombreuses photos publiées le 13 mars par divers journaux d'Alger : « L'Echo d'Alger », la « Dépêche Quotidienne », et que nos moyens techniques ne nous permettent malheureusement pas de mettre sous les yeux de nos lecteurs. Peut-être s'est on aperçu, en haut lieu, que ces clichés étaient malgré tout compromettants, car, les jours suivants, il n'en a pas été publié de semblables. Ou plutôt, ce qui est éloquent, c'est que, pour ces organes officiels, de l'ultra « Echo » de M. de Séligny au « libéral » « Journal d'Alger » du néo-colonialiste mendésiste J. Chevallier, il n'y a rien là que de tout naturel, plus, de hautement réjouissant.

Ces photos représentent des « terroristes » interrogés par « les paras du Bigeard ». Tous ces hommes paraissent épuisés, leurs yeux « aux cernes noir », malgré la médecre quantité du cadre, sont visibles ; deux d'entre eux ont une corde, bien distincte autour du cou. Un autre est sur une civière ; ses traits sont ceux d'un agonisant ; ses yeux poches sont clos ; le rictus des « paras » qui l'entourent évoque irresistiblement, pour un ancien concentrationnaire comme moi, un air de connaissance. Oui, ce visage de sadisme rassasié, de haine satisfaite, ce visage inhumain d'ennemis des hommes, nous l'avons vu, à d'autres avant ceux-là, à d'autres qu'il nous a fallu contempler de près ; et nous ne l'avons pas revu depuis. Nous l'avons vu aux hommes à la tête de mort, aux S.S. de Heinrich Himmler.

L'agonisant, d'après le « Journal d'Alger », est Mohamed ben Mohamed, ancien caporal-chef de l'armée française. Il a été « légèrement blessé en sautant dans une baie de roseaux d'une hauteur de près de deux mètres », dit « L'Echo d'Alger ». Le « Journal », lui, est plus précis : il a « tenté par deux fois de s'évader » (on sait ce qui parler veut dire), et « la deuxième fois, il a été très grièvement blessé d'une rafale de mitraillette ».

**

On nous reprochait d'exagérer, quand nous accusions le gouvernement français du crime de génocide contre le peuple algérien. Relisez le lieutenant Marlin de Servan-Schreiber :

« Si vous voulez « faire correctement votre métier », il n'y a qu'une méthode : considérer que tout Arabe est un suspect, un fellagha possible, un terroriste en puissance — parce que ça... c'est la vérité ».

On nous reprochait d'exagérer, quand nous annoncions les conséquences inéluctables des pouvoirs spéciaux — votés, nous ne le rappellerons jamais assez, par la quasi-unanimité du parlement, et dont aucun député, aujourd'hui encore, ne réclame l'abrogation. Que se passe-t-il aujourd'hui à Alger ? « Les paras-policiers ont, en fait, tous les pouvoirs : de perquisitionner sans mandat, d'arrêter, de séquestrer. Avant il fallait « s'embarrasser »

GERARD BLOCH.

(Suite page 2.)

LE FRUIT DES POUVOIRS SPECIAUX

DANS le journal « Le Monde », daté du 19 mars 1957 on peut relever cette information :

« M. Bentoumi, avocat au barreau d'Alger, interné à Berrouaghia, vient d'être retiré de ce centre par les parachutistes pour être soumis par eux à un interrogatoire ».

Alors que M. Bourgès-Maunoury publie communiqué sur communiqué pour défendre « l'honneur » de l'armée française, on s'étonne que cette information n'ait été suivie d'aucun communiqué du ministre de la Défense nationale.

Qu'est donc devenu, en Algérie, la séparation des pouvoirs ? Que viennent faire ici les parachutistes dans une affaire qui ne devrait relever que du pouvoir judiciaire ? Pourquoi est-ce aux parachutistes de procéder aux interrogatoires ? Monsieur Bourgès-Maunoury pourrait-il publier un communiqué disant ce qu'est devenu M. Bentoumi entre les mains des parachutistes ?

L'Algérie aux mains des parachutistes, est-ce cela, la pacification ?

En réalité, cette « petite » information ne fait que confirmer des faits, hélas, notoires sur le rôle des hommes de Massu et de Bigeard. L'Algérie est entièrement sous la coupe des militaires. Mais que font les politiques » à la Lacoste et à la Mollet ? Ils se taisent, couvrant par leur silence une politique innommable.

Les pouvoirs spéciaux ont amené cette situation.

Ils ne devaient pas permettre les camps de concentration. Ils les ont multipliés.

Ils devaient faire des militaires l'instrument d'une politique pacifiatrice. Ils font des militaires les maîtres tout puissants et sans contrôle de l'Algérie tout entière.

Ils devaient permettre une solution rapide de la guerre d'Algérie. Nous allons bientôt entrer dans le 30e mois de cette guerre.

Et la collaboration des députés socialistes et communistes au parlement se poursuit, à peine masquée, pour le plus grand bénéfice de la grosse colonisation.

IMMOBILISME ET CONFUSION

JAMAIS sans doute plus qu'à notre époque, la vie politique française n'a semble aussi incompréhensible aux observateurs étrangers puisque la France, du moins son image parlementaire, est vraiment Hexagonale « l'homme malade » du bloc atlantique. Comment s'y retrouver dans les trois fractions radicales, chacune d'elles étant par ailleurs déchirée de conflits violents ? Et pourtant le vieux radicalisme n'était-il pas le symbole même de la permanence de la république bourgeoise, laïque et démocratique, constituée par les grands ancêtres !

Le problème algérien est, dit-on, au centre de la vie politique : c'est donc à partir de lui que l'on devait pouvoir classer des formations politiques françaises. M. Duchet est à droite parce que, pour lui, l'Algérie c'est la France. Mais M. Pinay, leader non moins « indépendant et paysan » que son honorable confrère, estime que la politique avalisée par M. Mollet et M. Lacoste qu'appuie chaudement le Duchet précité. M. Mendès-France dénonce cette politique ; n'est-il pas exclu de son parti radical « rénové » MM. Morice et consorts, qui l'approuvaient ? Mais c'est M. Bourgès-Maunoury du même parti radical rénové qui, au gouvernement, est le principal instrument de cette politique et qui prend l'initiative de poursuites contre M. J.J. Servan-Schreiber (toujours du même parti radical rénové) qui en dénonce les effets catastrophiques. Et c'est M. Maurice Faure, du même parti qui vient de déclarer tout comme un quelconque Mitterrand (à l'époque ministre de Mendès) : « L'Algérie, c'est la France ».

M. Mollet s'est fait élire sur une politique algérienne antagoniste de celle conduite par M. Soustelle, alors gouverneur de l'Algérie — puis il a remplacé M. Soustelle par M. Lacoste qui a repris, en l'aggravant, la même politique — et a fait défendre à l'ONU cette même politique... par M. Soustelle !

On comprend que, pour un modeste journaliste de Kansas ou du Nevada, ce monde semble un peu fou ! D'autant, d'ailleurs, que les « solutions » envisagées par les mêmes formations politiques pour mettre fin à un conflit qui compromet, aux dires des plus éminents spécialistes, la stabilité du régime français, révèlent la même extraordinaire confusion, du plan Herzant, approuvé par ce plus chauds partisans de Mendès-France et désavoué par celui-ci, au plan Mollet, approuvé par les adversaires mais désavoué par les partisans du président du Conseil... Au sein même du Conseil des Ministres, Ramadier riposte à ses critiques en demandant une réduction des crédits militaires — c'est-à-dire la fin de la guerre d'Algérie — Defferre s'absente — Maurice Faure maugrée — Mollet en lamente — et Lacoste continue ! Et surtout continuent de plus belle les violences et les exactions, la répression et les poursuites.

Certes, mais le problème algérien est complexe, sa solution difficile (pour la bourgeoisie française s'entend !). Au moins sur d'autres problèmes, les partis et les hommes ont des positions claires. L'Education par exemple. Une bonne moitié des Indépendants y est farouchement hostile — et l'autre favorable. M. Maurice Faure (du Parti-radical-rénové) est pour, mais son chef bien-aimé est violemment contre...

Il n'est pas jusqu'à la laïcité et l'abrogation des lois Marie-Barangé qui n'introduisent les mêmes violents antagonismes au sein des fractions rivales. Un radical mendésiste dépose-t-il un projet d'abrogation ? Quelques jours plus tard, ce projet est renvoyé aux Calendes par un vote de la Commission de l'Education Nationale de l'Assemblée, d'où les communistes et radicaux-mendésistes s'étaient soigneusement absentés !

Le résultat le plus clair de tout cela, c'est évidemment l'immobilisme. A Alger, M. Lacoste s'est démis de ses fonctions entre les mains du général Massu et de ses paras. A Paris, M. Mollet n'a plus qu'une préoccupation : prolonger la durée de son gouvernement — et pour cela ne rien faire, sinon quelques voyages à Londres ou à Washington et quelques réceptions de la reine d'Angleterre, ou demain de M. Nixon, de M. Nehru.

JEAN PERRIN.

(Suite page 2.)

LA COMMUNE ET SES CONTINUATEURS

MONSIEUR DUCLOS, pâtissier de son ancien état, présentement équilibriste parlementaire stalinien, rompu à tous les tours de rein, nous parle de la Commune de Paris. Pourquoi pas ?

La commémoration de l'insurrection parisienne de 1871 est, chaque année, pour les staliniens de service, cette fois-ci M. Duclos, l'occasion de faire assaut de patriotisme, d'en remettre et d'en rajouter pour tenter de démontrer que le parti stalinien français, par sa politique nationaliste, cocardière et chauvine, est le digne continuateur des Communards.

En 1957, la nomination de Speidel, ex-général nazi, au commandement des forces Centre-Europe, est le prétexte tout trouvé pour... pour démontrer que la lutte contre cette nomination c'est, quatre vingts ans plus tard, la même que celle des Communards.

Certes, nous ne sommes pas moins que M. Duclos (et encore un peu plus, car l'URSS n'a-t-elle pas, il n'y a pas si longtemps, proposé d'entrer à l'OTAN ?) hostiles au Pacte Atlantique, expression des visées d'hégémonie mondiale de l'impérialisme américain.

Certes, nous combattons, la main dans la main avec les travailleurs allemands, la renaissance du militarisme allemand, la prépondérance des barons de la Ruhr sur une Europe tronquée. Mais, fidèles à l'esprit internationaliste des communards, nous lui opposons, non le chauvinisme français, mais la perspective des Etats Unis Socialistes d'Europe. Et nous n'acceptons pas de nous prêter à la campagne chauvine de diversion « contre Speidel » entreprise par le PCF pour détourner les travailleurs français de leur tâche essentielle : mettre fin à la guerre d'Algérie.

Naturellement, M. Duclos ne peut faire autrement que de glisser une phrase sur la Hongrie, tendant à démontrer que ces troupes russes, Kadar en queue, étaient des communards, contre les travailleurs et paysans hongrois qui auraient été des Versaillais.

Toute la pensée de M. Duclos et des staliniens français se résume en cette phrase : « Ainsi la Commune de Paris élargissait la notion de sa mission à la France entière et se dressait, face à Versailles, comme un gouvernement incarnant les aspirations et les intérêts de la France. » A cela Engels répond : « Ainsi, à partir du 18 mars, avec une clarté aiguë, apparut le caractère de classe du mouvement de la Commune, que la lutte contre l'invasion étrangère avait jusque là dissimulé. » Car, M. Duclos, lui, continue à « dissimuler » le caractère de la Commune. Il veut en faire une incarnation « française », nationale, alors que la Commune était tout, sauf cela. M. Duclos veut ainsi justifier la politique des staliniens français vis-à-vis de la bourgeoisie française.

— que ce soit à propos de la guerre d'Algérie où les staliniens mènent une politique « nationale » en parlant des intérêts « supérieurs » de la France et en votant les pouvoirs spéciaux.

Daniel RENARD.

(Suite page 2.)

La décentralisation centralisée en U.R.S.S.

(Suite du précédent numéro.)

La presse stalinienne, pro-stalinienne, libérale et progressiste, sans exclure « France-Observateur », bien entendu, présente la décentralisation de l'économie soviétique actuellement en cours comme une étape d'un développement harmonieux. Maintenant que l'URSS est équipée d'une industrie moderne, que le nombre d'entreprises de toutes sortes est devenu important, il faut passer de l'étape de la centralisation à l'échelon de l'Union, qui a rendu possible ce développement, à celui d'une décentralisation qui permettra de mieux utiliser les possibilités acquises en assouplissant un système nécessaire dans le passé mais devenu trop rigide aujourd'hui.

Cette façon optimiste de voir le développement harmonieux de l'économie soviétique fait écho aux déclarations des dirigeants du Kremlin eux-mêmes :

« Maintenant que le pays possède des milliers de grosses entreprises industrielles organisées sur la base d'une science et d'une technique modernes, maintenant que notre industrie dispose d'un puissant appareil de production, de nombreux cadres dirigeants, de spécialistes, de dizaines de millions d'ouvriers qualifiés, de novateurs et de travailleurs d'avant-garde, maintenant que les organisations locales du Parti, des Soviets, des Syndicats ont acquis une grande expérience dans la gestion de toutes les branches de l'économie, il y a enfin la possibilité de transférer la direction effective des entreprises et des chantiers des ministères centraux aux lieux mêmes, aux régions économiques de base », (« Pravda » du 17-2-57).

Mais, en réalité, l'économie soviétique ne s'est pas édifiée ainsi. Elle s'est développée dans une gabegie incroyable et, partant, avec une dépense inouïe de travail humain et de matériel. L'affirmation du développement harmonieux d'hier et d'aujourd'hui fait partie de l'arsenal de la falsification stalinienne classique. La bureaucratie ne décentralise pas parce que le niveau atteint aujourd'hui par l'économie nationale ne permet plus de contrôler efficacement, car ce contrôle efficace du centre n'a jamais connu de réalité. On décentralise parce que c'est le mouvement naturel de la bureaucratie vers... le perfectionnement bureaucratique de son système.

Par dessus les masses travailleuses privées de tout droit de regard, les sommets de la bureaucratie tendent la main aux bureaucraties des échelons d'exécution croyant faire ainsi un pas décisif vers l'amélioration de leur gestion et transférer la réalité économique dont ils ont de moins en moins le contrôle, au moment même où ils croient la dominer le mieux.

Toutes les bonnes intentions et les déclarations hypocrites ne peuvent rien contre l'existence de ce phénomène social. Car, en termes socialistes, la centralisation et la décentralisation ne peuvent, en aucune façon, s'opposer.

La centralisation la plus poussée dans « l'administration non des choses » doit s'harmoniser naturellement avec le contrôle de la production par l'ensemble de tous les producteurs à tous les échelons. Cette conception-là du « développement véritablement harmonieux » d'une économie socialiste n'a rien à voir avec la gestion bureaucratique. La refonte complète de l'économie soviétique sur des bases socialistes ne peut être que l'œuvre des masses travailleuses de l'URSS.

E. BOIVIN.

Renaissance de la pensée communiste

« Une Pensée Indépendante !
Une Pensée Communiste Indépendante ! »

Tibor TARDOS, communiste hongrois, aujourd'hui emprisonné par Kadar, dans « Irodalmi Ujsag », 7 avril 1956.

L'EXPRESS du 8 mars titre, à propos de la Pologne : « Les intellectuels sont seuls au monde ». Dans « France-Observateur » du 28 février, Henri Hermand parle des « illusions exagérées sur la valeur d'exemple du socialisme polonais », de « l'impuissance » des intellectuels, de « l'insignifiance de leur rôle politique » actuel, et les voue à « une recherche théorique de longue haleine ». Laissons de côté le problème, à discuter, de savoir si la « renaissance de la pensée socialiste » que veut bien reconnaître Hermand peut être indépendante des rapports des classes et de l'action politique, et si un « impuissant » peut se passer de la pratique du socialisme... Je pense, quant à moi, que les textes d'écrivains et journalistes hongrois et polonais publiés dans les numéros spéciaux des « Temps Modernes » démontrent précisément le contraire de ces deux thèses. Car, au moment où les travailleurs polonais, puis de Pologne, de Hongrie, viennent de se lancer à l'assaut de la bureaucratie, ce n'est ni l'« isolement » des intellectuels, ni leur « impuissance », ni une « recherche théorique » coupée de l'action des masses qu'ils nous révèlent, ma's la renaissance de la pensée communiste qui nourrit et qui se nourrit de la vague révolutionnaire déclenchée depuis juin 1953. Après trente années du despotisme pseudo-théorique et du catéchisme bien-pensant de Joseph Staline et de ses larbins, on a oublié, ou on ne sait pas qu'il y a eu, au cours de la période révolutionnaire postérieure à la première guerre mondiale et créatrice, et créatrice, et fécondante, un Trotski à côté de Lénine, et Rosa Luxembourg avec eux, et aussi Boukharine et Franz Mehring, Préobrajensky et Racovsky, comme Bordiga et Gramsci... C'est avec elle, c'est avec le communisme authentique que renouent les révolutionnaires hongrois, polonais, etc. Pensée, aujourd'hui, est avant tout critique. Mais les « armes de la critique » ouvrent la voie à la « critique des armes ». En empoignant au corps les mythes staliniens, en soumettant les faits et les idées à la critique marxiste, les intellectuels communistes de Pologne et de Hongrie ont balayé la route et frayé la voie au renouveau du mouvement ouvrier mondial. Et sans doute le plus frappant — du point de vue de la continuité de la pensée révolutionnaire — est-il que la pensée communiste indépendante reprenne aujourd'hui sa marche en avant sur la base des idées de celui qui l'incarna jusqu'à la mort dans sa lutte contre Staline : sans qu'on puisse vraisemblablement supposer qu'ils l'aient lu, c'est des positions de Trotsky que partent aujourd'hui les communistes révolutionnaires de Pologne et de Hongrie, et ceux des autres pays, que nous n'avons pas lus, parce qu'ils n'ont pas été imprimés.

LA BUREAUCRATIE

Dans « La Révolution Trahie », en 1936, Trotsky définissait l'URSS comme « une société intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme dans laquelle... la bureaucratie, exploitant les antagonismes sociaux, est devenue une caste incontrôlée, étrangère au socialisme » et où « la révolution sociale trahie par le parti gouvernant vit encore dans les rapports de propriété et la conscience des travailleurs ». Vingt ans plus tard, le communiste hongrois Gyula Hay reprend son analyse dans son célèbre article « Pourquoi je n'adire pas Kucsera » (où Kucsera désigne la bureaucratie): « Kucsera n'est pas le pharaon pour lequel mourraient des millions d'esclaves. Et il n'est pas non plus un bourgeois. Kucsera n'a pas de situation de classe, car la société de classe où il aurait sa place ne parvient pas à se réaliser parce que notre socialisme s'édifie tout de même. Par contre, son ordre social inexistant entrave et retarde la réalisation du socialisme. Kucsera et nous autres n'avons pas de place dans le même processus historique. Il faut choisir : ou bien Kucsera ou bien l'humanité » (« Irodalmi Ujsag », Sept. 56).

Et quelques mois auparavant, le Polonais Toeplitz avait ainsi défini la formation de la bureaucratie : « La Révolution nous a dotés d'un appareil complet de gouvernement. Elle en a recouvert tout le pays, elle y a placé des milliers de gens, tous intéressés à sa sauvegarde et à son renforcement. Jamais contrôlé par les masses, et bientôt supprimant avec habileté tout moyen de contrôle, cet appareil a dégénéré : il a formulé lui-même ses principes et a défini ses propres buts ; il s'est entouré d'une police à sa dévotion, qui défend les intérêts de la caste officielle ; il a produit sa propre mythologie autour d'une foi et d'un chef infaillibles ; il a formé ses propres alliances de classe par des combines entre la caste officielle et les professions privilégiées ; il a tiré sa propre esthétique de la version jdanovienne du réalisme socialiste. Il ne manquait plus aux privilégiés du système que l'hérédité matérielle et nobiliaire. Cette caste a été un élément anti-progressiste et ses intérêts étaient contraires à ceux des travailleurs... » (« Nowa Kultura, 29 avril 1956.)

LE PARTI

Trotsky avait opposé le parti stalinien, caractérisé par la maîtrise de l'appareil subordonné à Moscou, au parti révolutionnaire léniniste, régi par les règles du centralisme démocratique. Les jeunes communistes polonais Lasota et Turski écrivent qu'« un parti de type stalinien » représente « une autre conception du parti que celle que l'on a coutume de qualifier de marxiste ».

« Dans cette acception, le parti est :

— un dictateur collectif des masses, un gendarme, et non un dirigeant politique, agissant conformément à leurs exigences et tendances ;

— un dieu incarnant la sagesse immanente et totale, donnant sans trêve des leçons aux masses et les méprisant en réalité ;

— un tabou, intangible et sacré, agissant conformément à des motifs de lui seul connus... » (« Po Prostu », 28 octobre 1956). Et Wiktor Woroszylski confirme : « Le modèle favori du militant est celui qui a été complètement élevé

PIERRE BRABANT.

(Suite page 2.)

SOUSCRIVEZ pour que vive LA VÉRITÉ

"La révolution des Conseils ouvriers hongrois"

PAR FRANÇOIS MANUEL

Préface de ROBERT CHERAMY

L'exemplaire : 200 francs
Par 10 : 180 francs

Passez vos commandes à la S.P.E.L.
C.C.P. 6052-01 PARIS

Numération CERMTRI

A St-Etienne et ailleurs

LES métallos de Saint-Etienne sont entrés dans leur quatrième semaine de lutte.

2.700 travailleurs avaient commencé la lutte.

Dans le courant de la semaine dernière, ce chiffre s'est élevé à 5.900.

Le journal « L'Humanité » ajoute : « On prévoit, dans les jours prochains, l'entrée en lutte d'autres usines encore ».

Ce sont la CGT et la CFTC qui mènent le bal. Quant à FO, elle se tient coi, participant toutefois aux délégations à la Chambre patronale.

Le résultat de ces actions diverses serait entièrement variable d'une entreprise à l'autre, ici 10 à 14 fr. de l'heure, là 3 % et ainsi de suite.

Dans les informations données, le journal « L'Humanité » conclut : « L'action continuant, l'application de ces décisions (pour les augmentations de salaires) est suspendue, mais la brèche ouverte dans le front patronal encourage au mouvement ».

Les métallos stéphanois nous donnent là l'occasion de revenir sur un sujet que nous avons déjà évoqué ici : Les luttes partielles et comment les mener.

La tactique pratiquée par les organisations syndicales est très claire : épuiser le mouvement par des luttes fractionnées en tentant d'arracher quelques bribes au patronat. Cette tactique peut d'ailleurs aller loin puisque nous apprenons que des manifestations ont été organisées dans les rues de St-Etienne pour affirmer les revendications.

Ainsi, depuis trois semaines, les ouvriers sont appelés par les organisations syndicales à des débrayages partiels pour poser leurs revendications.

Dès lors que toutes les usines de Saint-Etienne sont touchées et que toutes cet, à un moment ou à un autre, débrayé, un problème se pose : la question des revendications de salaires intéresse tous les métallurgistes de la région stéphanoise.

A partir du moment où le patronat s'apprête à lâcher quelque chose, les débrayages partiels dans chacune des entreprises, doivent être le point de départ et l'occasion pour préparer et lancer un mouvement d'ensemble de toute la région stéphanoise, en unifiant les mots d'ordre revendicatifs, en unifiant les formes de luttes, en formant un front uni dans les revendications et dans l'action contre le patronat.

Telle est la voie juste, la voie qui correspond aux intérêts ouvriers, la voie qui, seule, peut permettre aux métallurgistes de St-Etienne de dépasser le cadre de leurs revendications particulières pour poser, d'un coup, le problème de leur salaire. Il faut se rappeler, à cette occasion, ce que firent les métallurgistes de Nantes en août 1955 quand débrayant à plus de 15.000, tous ensemble, ils prirent d'assaut le siège patronal, exigeant 40 francs de l'heure d'augmentation pour tout le monde.

Les métallos de St-Etienne veulent se battre. Depuis trois semaines, ils le démontrent. Les organisations syndicales utilisent cette volonté, s'efforçant de la dévoyer dans la lutte sans issue des petites grèves particulières.

Aujourd'hui, les métallos de St-Etienne peuvent remporter une victoire. En s'organisant eux-mêmes dans leurs comités, en centralisant et synchronisant leurs luttes, en mettant en avant une revendication unitaire. Les patrons peuvent lâcher. (1)

Ils lâcheront d'autant plus vite que les travailleurs tiendront fort.

Dans les conditions présentes, une telle victoire, si les travailleurs le veulent — et ils le veulent — donnerait ses meilleures chances à la préparation d'un combat plus ample, plus vaste.

Une seule condition :

Que les travailleurs prennent en main leurs propres luttes, leurs propres revendications, leurs propres actions.

FRANÇOIS TARRANT.

(1) Nous apprenons que le gouvernement s'apprêterait à augmenter le salaire des mineurs de 10 à 12 %, sans le dire, c'est-à-dire sous forme de primes diverses. Quelle frousse !

A LA R.A.T.P. MANŒUVRES CONTRE LES ASPIRATIONS DES TRAVAILLEURS

L'ATMOSPHERE, chez les travailleurs de la RATP, est de celle qui annoncent les luttes. Vraisemblablement, de grands mouvements n'éclateront pas dans un avenir immédiat. Mais ouvriers, receveurs, machinistes, personnel d'exploitation du souterrain s'efforcent de trouver les réponses à ces questions: sur quelles revendications se battre, comment se battre.

Ici comme dans tous les services publics, et chez les fonctionnaires, se conjuguent le bas niveau du salaire de base, et un système de classification qui serait aberrant, s'il n'était soigneusement calculé. Ainsi, entre un manœuvre débutant et un manœuvre en fin de carrière, il peut y avoir une différence de traitement de 13.093 fr., entre débutant et ouvrier en fin de carrière, une différence de traitement de 17.352 fr. Il est évident que les travailleurs de la RATP aspirent à mettre fin à cette situation, et veulent un reclassement. Comment y parvenir ?

Une chose est certaine : une situation semblable n'a pu s'instaurer qu'en vertu de la politique des dirigeants syndicaux, qui se sont tous plus ou moins prêtés aux manœuvres de la direction. Par exemple la direction dédoublait-elle l'échelle des ouvriers, en instituant une échelle de « hautement qualifiés » ? Les directions syndicales protestaient pour la forme, tout en laissant entendre que, sous qu'il y ait, passer, ce serait autant de pris pour eux, et elles mettaient l'accent sur le passage du maximum d'ouvriers en échelle de « haute » et « moyenne », consacrant le système de la direction.

Les ouvriers des ateliers de Championnet sont actuellement les plus ardents à se dresser contre l'injustice du système de classification. Ils réclament un nouveau reclassement, réduisant le nombre des échelles, des échelons, comprimant les différences de salaire, et, en attendant, 5.000 frs par mois pour tous immédiatement. Bien que la section syndicale CGT de Championnet ait adopté cette revendication, dans les autres dépôts, le syndicat CGT fait le silence le plus complet, comme tous les autres d'ailleurs, sur ce mot d'ordre unitaire. Et l'on assiste en ce moment à une tentative de la CGT de tromper, en faisant adopter le plan de reclassement CGT par le biais de pétitions. Ce plan, s'il réclame des augmentations de 8.657 francs pour l'ouvrier en fin de carrière et de 11.504 frs pour l'ouvrier en début de carrière, ne réclame que 4.543 frs au début de l'échelle 3 et seulement 1.190 francs au début de l'échelle 1.

Les ouvriers de Championnet vi- saient à associer à leur lutte l'ensemble des catégories d'exécution, des manœuvres aux receveurs, des machinistes au personnel d'exploitation du réseau ferré. La manœuvre des dirigeants CGT est d'empêcher cette jonction. Cela est confirmée par la méthode de lutte qu'ils tentent d'imposer : une journée d'action des ouvriers de Championnet le 20 février, le lendemain une journée d'action des receveurs et machinistes, et en ce moment il est question d'une nouvelle journée d'action en « préparation » des ouvriers. Tout cela sans beaucoup d'écho, la grande masse des travailleurs de la RATP tenant la CGT comme responsable de la situation actuelle au même titre que les autres organisations syndicales, et de plus n'ayant aucun goût pour ces « journées d'action » sans action.

Un tract publié par la « Tribune Libre de la RATP », après avoir dénoncé le mécanisme de la manœuvre des dirigeants CGT, conclut en ces termes :

« Faisons nôtre la revendication des ouvriers de Championnet :

5.000 frs par mois et pour tous !

Engageons l'action pour les obtenir tous ensemble.

Une manifestation de tous les agents des catégories d'exécution, le même jour, au même endroit démontrerait au gouvernement, qui craint déjà une vaste action des fonctionnaires, notre volonté d'agir pour les obtenir. Elle souderait dans une lutte tous les travailleurs de la Régie. N'attendons pas le « bon vouloir » des dirigeants syndicaux. Préparons l'action nous-mêmes. Que les plus combattifs se groupent dans des comités de lutte pour les 5.000 frs. immédiatement et pour tous, un reclassement véritable. Que les travailleur d'un dépôt, d'un atelier, d'un terminus, prennent l'initiative de s'adresser eux-mêmes aux autres dépôts, ateliers, terminus pour les appeler à agir en commun. »

Il a eu un très grand écho.

Peut-être que, pour l'instant, la lutte ne s'engagera pas immédiatement pour les 5.000 frs. Peut-être même que, lorsqu'elle démarrera, ce sera autour d'une revendication très secondaire comme la question des banquettes mobiles sur les autobus de banlieue que la direction voulait faire relever aux heures de pointe, ce que les receveurs se refusèrent à faire, et qui servit de point de départ à la grève de septembre 55. De toute façon l'antagonisme ouvert aussi bien en ce qui concerne la revendication que la méthode d'action, qui oppose les travailleurs aux dirigeants syndicaux, préfigure les conditions dans lesquelles s'engageront les prochaines luttes à la RATP.

Les JGS de Bruxelles contre Guy Mollet

LA Fédération Bruxelloise des J.G.S., réunie en Congrès les 2 et 3 mars 1957,

CONSIDERANT que les thèses fondamentales défendues par elle au Congrès politique de la FNJGS en 1954 restent valables aujourd'hui ; thèses qui affirmaient la montée révolutionnaire des masses arrivées des pays coloniaux ou semi-coloniaux, la prise de conscience des masses des démocraties populaires, l'incapacité de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne de maintenir la « coexistence pacifique » basée sur le maintien des zones d'influence, c'est-à-dire l'exploitation coloniale et les dictatures policières ;

AFFIRME à nouveau son soutien inconditionnel aux peuples coloniaux en lutte pour leur indépendance et plus particulièrement aux masses d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient...

RESTE SOLIDAIRE des travailleurs polonais et hongrois qui se sont courageusement révoltés contre la bureaucratie stalinienne ;

REAFFIRME son opposition à l'intervention brutale des armées soviétiques ;

(Extrait de la résolution adoptée par le Congrès de la Fédération bruxelloise des J.G.S., les 2 et 3 mars 1957.)

Discussion animée à la dernière réunion organisée par LA VERITE

Une assistance importante a pris part à la réunion d'information organisée par LA VERITE, le vendredi 8 mars. « Les Conseils ouvriers en Pologne et en Hongrie posent-ils la question du pouvoir ouvrier » était le sujet de cette réunion. Sujet dont il n'est pas utile de répéter à quel point il était « d'actualité » et quel intérêt il présentait pour l'ensemble de l'avant-garde révolutionnaire. Ainsi, cette réunion devait-elle prendre un large caractère de confrontation publique, notamment par l'intervention du camarade Chaulieu de « Socialisme ou Barbarie ».

Après une introduction de Daniel Renard, qui souligna que cette discussion n'était en rien formelle, que ses conclusions avaient une importance directe pour les révolutionnaires français, Edgar Morin, retour de Pologne où il avait été l'hôte, avec d'autres intellectuels, de ses confrères polonais, décrivit le système polonais des Conseils ouvriers. Il marqua l'originalité de ces Conseils, nés de la vague révolutionnaire d'octobre, mais il en indique aussi les limites — limites dans leur développement, puisque ces Conseils n'existent que dans certaines usines, et ne sont, semble-t-il, tolérés par la direction du Parti de l'Etat qui à titre « d'expérience » — limites dans leurs fonctions, puisque ces Conseils ne sont compétents que pour des questions qui relèvent directement de l'usine, dont le plan de production est strictement défini décidé centralement en fonction du Plan, et surtout parce que ces Conseils n'ont aucun pouvoir politique.

La discussion fut animée, les questions multiples. Rendre compte en quelques lignes de ce débat qui posa de nombreuses questions fondamentales serait vain. Soulignons seulement que, si l'accord se fit pour reconnaître l'importance du mouvement des Conseils, tel qu'il se présente en Pologne, pour y voir se manifester et la force de la classe ouvrière et la crise aiguë de la direction bureaucratique, la discussion ne s'arrêta pas là. Tout naturellement, la question sur laquelle se centrèrent les interventions fut le caractère de ces Conseils ouvriers. Pouvaient-ils être qualifiés d'organismes de pouvoir, de véritables moyens de réalisation de la démocratie ouvrière ? Y a-t-il un sens à la « gestion ouvrière » d'une usine isolée ? La classe ouvrière peut-elle diriger l'économie sans s'assurer parallèlement le pouvoir politique ? Et, dans cette mesure le rôle des Conseils n'est-il pas en premier chef, politique, ne consiste-t-il pas à briser l'appareil d'Etat existant pour y substituer la dictature du prolétariat ? A cette dernière question l'exemple hongrois apporte une réponse claire, excluant toute perspective d'une réforme graduelle du régime bureaucratique par une participation ouvrière.

D'autres questions, trop nombreuses et trop importantes pour qu'une seule discussion les épuise, ont été mises en avant : Comment définir le « pouvoir ouvrier » dont on parle tant, à partir de quels critères peut-on dire que la classe ouvrière dirige ou non la société ? Comment, en France même, se pose la question des Conseils ouvriers, c'est-à-dire comment les ouvriers français parviendront-ils à manifester et à organiser leur volonté de diriger leurs propres luttes, comment s'opposeront-ils des directions traditionnelles ? Quel est le rôle de l'avant-garde révolutionnaire à l'égard de ces organismes autonomes de la classe ouvrière ?

La richesse de ce débat, qui sera naturellement poursuivi, montre avec quel intérêt les éléments d'avant-garde ont suivi les gigantesques et héroïques combats des classes ouvrières d'Europe Orientale. Il montre combien ils sont conscients de l'importance qu'ont pour nous, révolutionnaires français, ces bouleversements, des innombrables leçons qu'il reste à en tirer tant pour enrichir la théorie socialiste que pour développer une activité révolutionnaire quotidienne.

Enfin, que ce débat se soit déroulé sous l'égide de LA VERITE n'est pas un hasard. Il prouve que LA VERITE qui, seule, a combattu avec obstination contre la poursuite de la guerre d'Algérie, qui n'a pas un instant renoncé aux tâches immédiates et aux responsabilités que lui imposait la lutte de classe, est aussi la tribune naturelle où peuvent s'exprimer sur les questions décisives tous ceux qui ont un commun, quelles que soient par ailleurs leurs divergences, d'avoir définitivement et radicalement rompu avec le stalinisme et aussi bien qu'avec toutes les agences de l'impérialisme.

Renaissance de la pensée communiste

(Suite de la page 1.)

dans le système de l'appareil stalinien du pouvoir, qui est dépouvu de tout passé politique, passé politique dont il est issu, qui se laisse sans souffrance transférer de Kielce à Wroclaw, et du Syndicat des Tailleurs de Dames aux Amis des Pompiers, qui regarde toujours au sommet et jamais à la base, autrement dit le militant-fonctionnaire, le militant « détaché pour l'action ». Le militant lié à un terrain bien défini et non à la section des cadres d'une instance donnée, mais parmi des hommes qui le connaissent et l'apprécient, dont il est prêt à défendre les intérêts, suscite beaucoup moins la confiance. Lorsqu'on a affaire à un militant de ce genre, on fait tout ce qu'on peut pour le rééduquer et le modeler selon le type recommandé ». (« Nowa Kultura », 14 octobre 56.)

LA NECESSITE D'UNE NOUVELLE DIRECTION REVOLUTIONNAIRE

« La crise de l'humanité », écrivait Trotsky, « est la crise de la direction prolétarienne ». Vingt ans après, Roman Zimand, qui est né alors que Staline détenait déjà le pouvoir, qui a atteint l'âge d'homme en plein stalinisme, écrivait que la révolution hongroise est une « affaire qui a montré que le stalinisme est le tombeau du communisme. Qu'il nous poussait — ou plutôt que nous nous poussions nous-mêmes — au bord de l'abîme où le mouvement ouvrier allait rouler immanquablement d'ici dix ans au plus ». Et il pose publiquement le problème de la scission, « résultat du déroulement objectif des processus politiques et sociaux » :

« On n'a pas le droit de se laisser impressionner par les positions que les staliniens occupent encore dans notre mouvement. Lorsque Rosa Luxembourg s'est attaquée, avec Lénine, à la IIe Internationale, cela équivalait à s'attaquer au parti socialiste alors le plus puissant, à la social-démocratie allemande, qui était partout reconnue comme le parti d'avant-garde du mouvement ouvrier d'alors. Lorsque Rosa appela ce parti, alors le plus puissant, « un cadavre en décomposition », cela supposait une rare perspicacité, de la fidélité aux principes et du courage. Lorsque ces mots furent écrits pour la première fois, ils pouvaient sembler contraires au bon sens, un blasphème et une calomnie lancés par un fou contre le parti qui était la gloire et l'orgueil de la IIe Internationale. Et, cependant, Rosa avait raison. Elle a prouvé que, pour la défense des principes, de la vérité et de l'avenir du mouvement, il fallait savoir s'opposer aux autorités, même les plus hautes. Et qui sait combien aurait tourné le destin du monde si cette minorité n'avait alors existé, dans laquelle les sociaux-démocrates polonais jouèrent un rôle non négligeable ? Alors, également, le mouvement ouvrier était au bord de la catastrophe et de la trahison ». (« Po Prostu », 4 novembre 1956.)

ET MAINTENANT ?

Il est clair que les événements de Pologne et Hongrie, les leçons exagérées « qu'à ceux qui refusent d'en tendre les leçons. Et c'est encore un camarade polonais, Zimand, qui, dans le même article, en tire l'essentielle : « On ne peut absolutir à une renaissance victorieuse du socialisme en Pologne sans extirper le stalinisme. On ne peut valoriser définitivement la stalinisme en Pologne sans lui livrer une bataille générale dans le mouvement ouvrier international. C'est donc à la fois l'affaire de la Pologne et l'affaire des ouvriers du monde entier ».

Nous avons parlé de « renaissance » de la pensée communiste. Nous venons pourtant de montrer sa continuité. C'est que, sous les ombres d'années du recul et des défaites, elle est portée sur les épaules de milliers de travailleurs : aujourd'hui Varsovie, Budapest, demain, à nouveau Moscou et Leningrad. La jonction est opérée entre le passé et l'avenir : la marche en avant reprend. Ce n'est pas à nous de lui fixer des bornes, nous nous pensons avec Kolakowski qu'il faut avoir les yeux tournés vers l'horizon qui nous montre la route, mais en même temps se rendre compte qu'il n'existe pas de lieu qui soit l'horizon », pour ne nous croyant que le communisme est, tout simplement, la jeunesse du monde.

LA COMMUNE ...

(Suite de la page 1.)

voirs spéciaux à M. Mollet, autre « continuateur » des Communards.

« que ce soit à propos de la nomination de Speidel ou les stalinens français ne cessent de faire des ouillades à toute une aile de la bourgeoisie française anti-allemande et anti-ouvrière.

Pour mieux corser sa démonstration, M. Duclos en arrive à falsifier Karl Marx dans la seule phrase qu'il cite de lui.

Ecrivant que « l'internationalisme des Communards n'était nullement contradictoire avec leur patriotisme. Il en était, au contraire (1) le complément », M. Duclos aurait dû citer Engels disant : « Il faut rendre cette gloire au corps d'armée saxon qu'il se conduisit avec beaucoup d'humanité et laissa passer maints prisonniers. Il est évident que les communards n'était pas douteuse. » C'est cela l'internationalisme prolétarien des Communards, ce véritable internationalisme dont ils réservent la trame dans toutes les grandes luttes ouvrières de ce temps, comme, par exemple, en Hongrie où les troupes russes et les travailleurs hongrois intervinrent directement dans une haine commune contre les AVO, Kadar et les bureaucrates du Kremlin.

Mais de cela, M. Duclos s'en fout.

Ce qui lui importe est de faire son alliance avec la bourgeoisie française : c'est de justifier, au nom d'une soi-disant politique nationale, la politique de collaboration des classes qui est celle du Parti communiste français depuis bientôt trente ans.

La Commune de Paris, à l'exemple impérissable, vit et vivra dans toutes les luttes ouvrières présentes et à venir car elle puise ses forces dans le caractère profondément révolutionnaire de la classe ouvrière et de tout un peuple : elle vivra parce qu'elle a été la première incarnation de la dictature du prolétariat, qui est en même temps la démocratie ouvrière la plus totale : cet idéal qui donc les héros russes de 1917, puis les conseils ouvriers hongrois de 1956, ces héritiers véritables de la Commune de Paris, furent à leur tour vaincus et massacrés par ceux qui est l'antithèse la plus absolue de la hideuse dictature de la bureaucratie incarnée par le stalinisme.

IMMOBILISME ...

(Suite de la page 1.)

voire à l'occasion de M. Khrouchtchev (que sera-t-il sans doute déjà sur) n'était cette lamentable affaire hongroise venue fort mal à propos concrétiser ces agapes familiales).

On a parlé de Laniel : l'immobilisme du vieux dur réduit à la même impuissance à résoudre les problèmes posés — le même désir de ne rien faire pour éviter de tout casser. Pourtant, il y a une différence, psychologique, mais appréciable : Laniel, c'était l'immobilisme satisfait — Mollet, c'est l'immobilisme inquiet et tourmenté. Inquiétude que partagent, à quelques exceptions près, la plupart des leaders politiques patentes — car qui ne voit que cet immobilisme conduit tout droit la bourgeoisie française à une catastrophe !

Il suffit de lire la presse du patronat pour se rendre compte que les milieux économiques et financiers sont les plus sensibles à cette menace, et traduisent le plus ouvertement cette inquiétude. A leur suite, M. Paul Reynaud à beau jeu de reprocher à M. Ramadier les dangers d'une politique financière — qu'impasent à Farrebouc ses collègues chargés des affaires algériennes, ceux-là même qu'approuve chaudement M. Reynaud. La contradiction est criante : mais de M. Reynaud comme dans les velléités contradictoires de tous ceux qui, finalement, apporteront leurs voix, à l'issue du débat de politique générale, au gouvernement de M. Mollet.

Ce n'est pas, ce ne peut pas être, aujourd'hui moins que jamais, au Parlement que se dénouera l'imbroglio de la politique française. Chaque jour un peu plus, le peuple de ce pays marque sa désaffection vis-à-vis des jeux de cirque du Palais-Bourbon. Lui seul a entre les mains la solution. Par sa force autonome, par sa lutte pour les revendications immédiates, il est seul capable d'imposer le changement de politique salutaire.

HALTE AU MARTYRE ...

(Suite de la page 1.)

d'un tas de formalités pour procéder à une arrestation ou même à un simple contrôle. Aujourd'hui, on peut pénétrer à 3 heures du matin dans un appartement, perquisitionner ou arrêter des personnes pendant des semaines entières ; sans prévenir ni la famille, ni les polices, ni même certains services officiels du gouvernement général.

On procède à l'arrestation, disons d'une vingtaine de personnes. On les « fait parler ». Aujourd'hui, on peut, appropriées, cela consiste à leur faire dire des noms et des adresses. Une demi-heure après, les parachutistes se transportent dans tous les domiciles des personnes dont ils ont eu les adresses, arrêtent tous les hommes...»

« L'Express », qui rapporte ces faits, conclut : « Mais, il n'y a plus actuellement d'attentats à Alger ». Le lendemain de la parution de ce journal, il y avait quatre attentats dans la ville.

⁂

Que dire du cas de Larbi Ben M'Hidi, qui s'est « pendu » dans sa cellule à la D.S.T., alors qu'il était solidement encadré, de l'aveu même de ses gardiens ?

Que dire du silence de la presse (1) sur Djemila ben Mohamed, arrêtée dans la nuit du 6 au 7 mars par les parachutistes, et qui, ramenée chez elle dans la nuit du 9 au 10, était incapable de marcher ? Le silence, alors qu'il faudrait hurler sur les toits pour arracher cette héroïne aux bourreaux qui la martyrisent ?

Nous ne nous dissimulons nullement que cet article risque nous valoir de nouvelles poursuites, une nouvelle saisie. Mais, alors qu'un peuple entier est torturé dans sa chair vive par les forces de « pacification » aux ordres d'un gouvernement qui prétend agir au nom de notre peuple, au nom des travailleurs de notre pays, c'est pour nous un devoir imprescriptible d'élever la voix. Rien ne pourra nous y faire renoncer.

⁂

Car c'est au peuple français, qui prend peu à peu conscience des crimes que l'on commet en son nom, qu'il appartient de mettre fin au martyre du peuple algérien. La solution c'est, ironiquement, (et sans doute contre les intentions de l'auteur) l'adjudant Gambetta de Servan-Schreiber présente pourtant comme un fasciste, qui la tire :

« A chaque fois c'est la même chose : aussitôt qu'il y a le plus petit accrochage, on écrase tout. Depuis que je me promène dans ma région, j'ai compté : un douar sur deux est éventré. Je veux bien : on prend moins de risques comme ça. Mais on prend aussi encore moins de risques en rapatriant tous nos soldats en France ».

« La guerre de partisans qui nous est imposée », (2) écrit François Mauriac, « la guerre d'une armée contre un peuple ne relève pas des lois traditionnelles, elle est féroce par essence, et nous n'y changerons rien ». Alors il faut y mettre fin sans délai ; alors, pour mettre fin aux camps de concentration, aux tortures, aux massacres, il faut ramener sans délai en France les 600.000 hommes des troupes d'occupation. Il faut négocier, ou être complice des bourreaux ! Il n'y a pas de moyen terme.

Car l'admirable peuple algérien ne laisse submerger ni son cœur ni sa tête par la vague de terreur qui déferle sur sa patrie. Il continue, il amplifie le combat ; et ne laisse pas ébranler les principes pour lesquels il se bat. Du fond même de l'horreur, une noble voix s'est élevée. Voici comment s'exprime, à l'occasion du 20e anniversaire du P.P.A., le 11 mars 1957 le Mouvement National Algérien :

« Notre nationalisme qui puise son origine des masses populaires exploitées et opprimées, est essentiellement libérateur.

Il n'est ni chauvin, ni fanatique, ni revanchard. Hier comme aujourd'hui nous voulons construire la République Algérienne, tâche à laquelle nous convions nos compatriotes non musulmans à se joindre à nous pour mettre fin au drame actuel.

Dans cette Algérie riche quoiqu'en disent certains économistes, dans cette Algérie meurtrie, déchirée, il y a place pour tous. Chrétiens, juifs, venez à nous, ayez confiance en nous, nous ferons de notre mieux pour vous faire une place de compatriotes et d'amis en tenant compte de vos états d'âme. Sans doute l'avenir de nos enfants vaut que vous fassiez un geste. La paix et le sécurité de demain valent également un peu plus de compréhension réciproque.

En ce vingtième anniversaire du Parti du Peuple Algérien, nous avons tenu à faire connaître nos sentiments à nos compatriotes non musulmans d'Algérie.

Tout en luttant fermement pour la réalisation de nos aspirations, nous continuerons à espérer que la minorité finira par comprendre les réalités algériennes et s'associera à nous pour préparer l'avenir algérien et un ensemble nord-africain.

En ce vingtième anniversaire, nous sommes heureux également d'adresser à la classe ouvrière, au peuple français, nos sentiments de gratitude pour leur soutien moral et leur sympathie agissante. »

Travailleurs français ! C'est à nous que s'adresse cet appel du parti de Messali Hadj, parlant au nom de son peuple. Quattendons-nous pour y répondre ? pour aussi, notre devoir fraternelle qui se tend vers nous ?

GERARD BLOCH.

(1) Qui « nous » a imposé cette guerre, M. Mauriac ? M. Mendès-France, qui a présidé à son début ? Les six-févrieristes d'Alger ?

(2) En une ligne, « Franc-Tireur » a mentionné son arrestation.

LIBEREZ BENSID !

Aucune charge, autre que celle d'être un militant syndicaliste, un des fondateurs de l'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens, ne peut être retenue contre le camarade Abderhamane Bensid.

Bensid n'en est pas moins emprisonné depuis 4, il a fallu qu'il entreprenne une grève de la faim de 10 jours, que des syndicalistes français adressent une lettre de protestation au Président du Conseil pour que le régime politique lui fait accorde.

La guerre d'Algérie est son cortège de répression impliquent automatiquement la plus cynique des violations des libertés démocratiques élémentaires. En particulier, en Algérie aujourd'hui, il est impossible aux syndicats d'avoir une activité, la plus modeste soit-elle. M. Robert Lacoste, à la suite d'une déclaration émanant de la CISL, vient d'affirmer que le droit syndical était respecté en Algérie; tout le bureau de l'USTA (Union des Syndicats des Travailleurs Algériens) est interné dans les camps de concentration :

Ramdani Mohamed, secrétaire général interné à Saint-Leu.

Bouzrar Saïd, trésorier, interné à Saint-Leu.

Teffcha Abdelkader, Djerman Areski, Lahmar Hocine, Albouch Saod, Djemilah Lahmed, Lamari Said Lameri Mohame, membres du Bureau également internés à Saint-Leu. Keffah Laïd, interné à Berrouaghia. Quel crédit peut-on importer aux déclarations de M. Lacoste ?

En France, de multiples obstacles sont dressés pour interdire à la Fédération de France de l'USTA une activité organisée.

(Extrait du « Bulletin du Comité pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression », numéro 12-13, de mars-avril 1957, où paraît également dans son intégralité la « lettre d'Algérie » dont nous avons tiré notre manchette.

Prix du n° : 20 francs. Ecrire à Louis Houdeville, 3, rue Berger, Paris VIIIe).

Les journalistes justiciables du Tribunal militaire?

C'EST le 27 mars, à midi 45, que les quatre militants trotskystes Bloch, Just, Lambert, et Renard, poursuivis pour les articles publiés par eux dans « LA VERITE » comparaîtront devant la 11e Chambre de la Cour d'appel de Paris. Ils étaient à l'appel interjeté par les quatre militants du jugement rendu le 28 janvier par le tribunal correctionnel, qui s'est déclaré incompétent et s'est désaisi de l'affaire au profit du tribunal militaire, devant lequel ils sont déjà poursuivis pour « entreprise de démoralisation de l'armée ».

Nous avons déjà attiré l'attention de nos lecteurs sur la gravité d'un tel jugement, appelé à faire jurisprudence. Dans l'intervalle, le journaliste Jean-Jacques Servan Schreiber, après Claude Bourdet, après nous-mêmes et d'autres, s'est vu l'objet de poursuites engagées par la justice militaire. Le jugement rendu par la Chambre de la Cour d'appel n'en prendra que plus d'importance. La tradition, qui faisait le tribunal civil le jugeable dans les affaires de presse, constituait une garantie certaine, quoique relative, de la liberté de la presse. C'est cette garantie qui est en jeu.

Le Gérant : RENARD

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Société Parisienne d'Impressions
4, rue Saulnier, PARIS 9e

POUR « LA VERITE »

SOUSCRIVEZ